(détenue à 59 % par Prosodie depuis 12 août), positionnée sur les développements de solutions d'authentification forte pour sécuriser les infrasctructures et les application de transaction électroniques continue à investir sur ses marchés en France, aux U.S.A. et au japon. Elle devrait constater une perte opérationnelle de l'ordre de 1,5 M€, les contrats en cours de négociation ne devant générer des revenus importants qu'à partir de 2006.

C. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2005.

(Période du 1er janvier au 30 juin 2005.)

En note qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— l'examen limité du tableau d'activité et de résultat présentés sur la forme de comptes semestriels consolidés de la Société Prosodie, relatifs à la période du 1er janvier 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, sous la forme de comptes intermédiaires tels que définis dans le règlement général de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2004 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevées que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigents et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous l'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés au regard d'une part, des règles de présentation et d'information applicables en France et d'autre part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, tels que décrits dans les notes annexes.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

— les options retenues pour la présentation des comptes semestriels consolidés, qui n'incluent pas toutes les informations de l'annexe exigées par le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et permettant de donner, au regard de ce référentiel, une image fidèle du patrimonie, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation ; cette présentation est toutefois en accord avec les recommandations de l'Autorité des marchés financiers pour les comptes intermédiaires publiés lors de cette première année de mise en œuvre effective du référentiel IFRS ;

— la note 1 de l'annexe qui précise que les informations financières comparatives 2004 ont été établies selon le référentiel IFRS en vigueur à la date de préparation des comptes semestriels 2005. Certaines de ces normes sont susceptibles d'évolution ou d'interprétation dont l'application pourrait être rétrospective emportant modification des comptes consolidés 2004 retraités aux normes IFRS et des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2005.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 20 septembre 2005.
Les commissaires aux comptes :

Aplitec : PIERRE LAOT ;

Deloitte & Associés : JEAN-MARC LUMET.

98444

SADIA

(Filiale à 100 % de la Société des immeubles de France.)

Société par actions simplifiée au capital de 90 000 €.
Siège social : 16, rue des Capucines, 75002 Paris.
572 085 736 R.C.S. Paris

Les comptes annuels au 31 décembre 2004, approuvés par décision de l'associé unique du 15 juin 2005, ont été publiés dans le journal d'annonces légales « Le Publicateur Légal » du 30 septembre 2005.

98369

SOFT COMPUTING

Société anonyme au capital de 635 367,20 euros.
Siège social : 46, rue de la Tour, 75116 Paris.
330 076 159 R.C.S. Paris.

A. — Comptes consolidés IFRS au 30 juin 2005.

I. — Bilan au 30 juin 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	30/06/05	31/12/04
Ecarts d'acquisition	4 916	4 916
Immobilisations incorporelles	115	141
Immobilisations corporelles	497	460
Actifs financiers	212	196
Actifs non courants	5 740	5 713
Clients et comptes rattachés	9 586	7 850
Autres actifs	803	834
Impôts différés court terme		137
Trésorerie & équivalents de trésorerie	2 789	4 291
Actifs courants	13 178	13 112
Total actif	18 918	18 825

Passif	30/06/05	31/12/04
Capital	635	635
Primes	9 651	9 651
Réserves consolidées	– 91	– 417
Actions propres	– 432	– 422
Résultat consolidé	474	306
Capitaux propres	10 237	9 753
Passifs financiers long terme	171	177
Provisions pour risques & charges long terme	306	294
Impôts différés long terme	5	
Passifs non courants	482	471
Passifs financiers court terme	39	37
Provisions pour risques & charges court terme	237	502
Fournisseurs et comptes rattachés	1 439	1 754
Autres passifs	6 484	6 308
Passifs courants	8 199	8 601
Total passifs	18 918	18 825

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	30/06/05	30/06/04	31/12/04
Chiffre d'affaires	15 386	13 454	27 003
Achats consommés	– 217	– 99	– 639
Charges de personnel	– 10 577	– 9 456	– 18 545
Charges externes	– 3 397	– 2 979	– 6 088
Impôts et taxes	– 427	– 334	– 670
Dotations aux amortissements	– 139	– 113	– 242
Dotations aux provisions	4	50	38
Résultat opérationnel courant	633	523	857
Autres produits et charges opérationnels	88	– 151	– 398
Résultat opérationnel	721	372	459
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	27	79	149
Coût de l'endettement financier brut	– 4	– 10	– 19
Coût de l'endettement financier net	23	69	130
Autres produits et charges financiers			
Impôts différés	– 142	– 157	– 216
Charge d'impôt	– 128		– 67
Résultat net (part du groupe)	474	284	306